

d'abord humanitaire. En effet, à la suite de demandes formulées par ces trois Républiques, un délégué du Corps Suisse pour l'aide en catastrophes, accompagné par le fonctionnaire responsable du dossier URSS à la Direction Politique du DFAE, a examiné sur place les besoins en matériel médical ainsi que, le cas échéant, les modalités d'acheminement et de distribution. Cette première mission dans les Républiques baltes n'est qu'un début, d'autres mesures suivront en vue d'une coopération dans de divers domaines (culture, instruction, etc.).

Le Conseil fédéral est d'avis que les moyens que lui offrent les divers Documents de la CCE ont été pleinement utilisés. Un mécanisme d'urgence faisant encore défaut au sein de la CSCE, il s'efforcera, d'entente avec les autres Etats participants, d'examiner la possibilité d'introduire ce mécanisme. Munis de ces dispositions, les Etats de la CSCE seront alors en meilleure position pour faire face à de telles crises qui, on le voit, risquent de porter des coups au progrès qu'ont pris ces deux dernières années la démocratie fondée sur les droits de l'homme, l'Etat de droit et les libertés fondamentales tout comme la sécurité qui s'est développée entre l'ensemble des Etats de la CSCE.

Il va sans dire que le Conseil fédéral n'a cessé d'oeuvrer en faveur du règlement pacifique des différends, principe cher à la diplomatie helvétique. En effet, la Suisse s'efforce depuis les débuts de la CSCE d'élaborer des mécanismes de règlements pacifiques des différends qui est, selon l'Acte Final d'Helsinki (1975), le Principe V régissant les relations entre les Etats de la CSCE. Au demeurant, la Suisse a participé activement à l'élaboration du mécanisme de règlement pacifique des différends qui a été adopté lors de la récente réunion de La Valette consacrée à ce sujet. C'est d'ailleurs la première fois qu'un tel mécanisme est mis en oeuvre dans le cadre de la CSCE.

Enfin, le Conseil fédéral voudrait rappeler que les moyens qu'un Etat possède pour influencer positivement le processus de démocratisation de l'Union Soviétique restent, par la force des choses, limités.

**Präsident:** Die Interpellanten sind von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

91.3011

## Interpellation Aubry

### Golfkrieg und Erklärungen des Bundesrates Guerre du Golfe et déclarations du Conseil fédéral

*Wortlaut der Interpellation vom 22. Januar 1991*

In einem Interview des Westschweizer Fernsehens hat der Chef des EDA in Zusammenhang mit dem Golfkrieg erklärt, es handle sich um einen Konflikt zwischen den Vereinigten Staaten und dem Irak. Die Hörer und Zuschauer waren betroffen darüber, dass der Chef des Departementes für auswärtige Angelegenheiten das Engagement von 29 Uno-Staaten gegen den Irak auf einen bilateralen Konflikt reduziert.

Diese antiamerikanische Äusserung hat einige alliierte Staaten verletzt. Ich bitte daher den Bundesrat, die Aussage zu berichtigen, denn in dieser Frage ist die gesamte Regierung angesprochen.

Und weshalb hat der Bundesrat nicht am letzten Montag vor dem Parlament durch den Bundespräsidenten die gegen die Genfer Konvention verstossende Folterung der alliierten Kriegsgefangenen durch die irakischen Behörden verurteilt?

*Texte de l'interpellation du 22 janvier 1991*

Lors d'une interview à la TV romande, on a entendu le chef du DFAE déclarer au sujet de la guerre du Golfe que c'était un

conflit «entre les Etats-Unis et l'Irak». Les auditeurs et téléspectateurs ont été choqués que le chef du Département des affaires étrangères limite à un conflit bilatéral l'engagement de 29 pays des Nations Unies contre l'Irak.

Cet anti-américanisme a blessé certains pays alliés et je demande au Conseil fédéral de rétablir la vérité, car c'est le gouvernement tout entier qui est engagé.

Et pourquoi le Conseil fédéral n'a-t-il pas dénoncé par la voix du président de la Confédération lundi devant le Parlement la torture des prisonniers de la coalition par les autorités irakiennes, ce qui provoque le non-respect de la Convention de Genève?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Keine – Aucun

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*vom 17. April 1991*

*Rapport écrit du Conseil fédéral*

*du 17 avril 1991*

Il est exact que le chef du Département fédéral des affaires étrangères, à l'occasion d'une interview donnée à la TV romande le 16 janvier dernier, a déclaré que, selon une interprétation avancée à diverses reprises, la guerre du Golfe présentait l'aspect d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Irak. Une telle assimilation de l'ensemble d'une coalition à un seul de ses membres, à savoir les Etats-Unis, était due, avait-il alors déclaré, à la rhétorique politique à laquelle avaient recours ces deux protagonistes du conflit – cela ne signifiait donc pas qu'il s'agissait d'une interprétation personnelle. Telle était aussi l'image transmise par la plupart des chaînes de télévision, elles aussi sous l'effet provoqué par le contexte strictement bilatéral de la rencontre entre le secrétaire d'Etat James Baker et le ministre irakien des affaires étrangères Tarek Aziz, quelques jours auparavant, le 9 janvier, à Genève.

Quant aux mauvais traitements exercés sur des prisonniers de la coalition par les autorités irakiennes, le président de la Confédération ne pouvait y faire allusion, dans son discours du 21 janvier 1991, puisque les images en question furent diffusées par la chaîne de télévision américaine CNN au moment même où il s'adressa au Parlement. Le Conseil fédéral n'a pas manqué toutefois de lancer peu après, le 23 janvier 1991, un appel pressant aux Etats impliqués dans le conflit du Golfe afin qu'ils respectent l'ensemble des dispositions du droit international humanitaire applicable en cas de conflit armé, leur rappelant par la même occasion que les prisonniers de guerre devaient être traités en tout temps avec humanité et, plus particulièrement, qu'ils devaient être protégés de la curiosité publique.

**Präsident:** Die Interpellantin ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt.

91.3081

## Interpellation Müller-Meilen

### Neutralität und IKRK

### Activité humanitaire du CICR et neutralité suisse

*Wortlaut der Interpellation vom 20. März 1991*

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) hat vor dem Golfkrieg, während und nach den kriegerischen Ereignissen vorwiegend im Stillen eine segensreiche Tätigkeit ausgeübt. Dies ist nur ein kleiner Teil der gewaltigen humanitären



Aufgabe, die die Delegierten des ausschliesslich aus Schweizerinnen und Schweizern besetzten IKRK erfüllen. Im Zusammenhang mit der gegenwärtigen Neutralitätsdiskussion in der Schweiz stellen sich folgende Fragen:

1. Inwiefern ist die Neutralität der Schweiz eine Voraussetzung für die humanitäre Tätigkeit des IKRK?
2. Würde nicht nur die Aufgabe der Neutralität, sondern auch eine wesentliche Aenderung der Neutralitätspolitik die Handlungsfähigkeit des IKRK beeinträchtigen?
3. Welchen Umfang hat die Tätigkeit des IKRK heute angenommen? An wieviel Orten sind seine Leute im Einsatz? Wie beurteilt der Bundesrat die humanitären Resultate?
4. Wäre eine andere Institution in der Lage, die weltweiten Aufgaben des IKRK zu übernehmen, falls eine Aenderung der schweizerischen Aussenpolitik dem IKRK den politischen Boden unter den Füssen wegziehen würde?

#### *Texte de l'interpellation du 20 mars 1991*

Avant, pendant et après la guerre du Golfe, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a, le plus souvent dans la plus grande discrétion, accompli son activité bienfaisante. Et ce n'est là qu'une petite part de l'immense tâche humanitaire que remplissent les délégués du CICR, dans les rangs duquel on ne compte que des Suissesses et des Suisses. Dans l'optique de la discussion actuelle sur la neutralité de la Suisse, je pose les questions suivantes:

1. Dans quelle mesure, la neutralité de la Suisse n'est-elle pas une condition sine qua non à l'activité humanitaire du CICR?
2. Si la Suisse renonçait à sa neutralité, ou encore si elle modifiait notablement sa politique de neutralité, la capacité d'action du CICR n'en serait-elle pas compromise?
3. Quelle est l'ampleur de l'activité actuelle du CICR? En combien d'endroits ses délégués sont-ils engagés? Que pense le Conseil fédéral des résultats obtenus sur le plan humanitaire?
4. Une autre institution serait-elle en mesure de se charger, à l'échelle mondiale, des tâches du CICR au cas où des changements intervenus dans la politique étrangère de la Suisse saperaient le fondement politique du CICR?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Antille, Aregger, Bonny, Burckhardt, Büttiker, Couchepin, Eppenberger Susi, Frey Claude, Leuba, Loeb, Loretan, Mühlmann, Nabholz, Sager, Scheidegger, Spälti, Steinegger, Tschuppert (18)

#### *Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

#### *Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*vom 8. Mai 1991*

#### *Rapport écrit du Conseil fédéral*

*du 8 mai 1991*

1./2. Der Bundesrat hält eine grundsätzliche Klärung der Frage des zukünftigen Stellenwertes der dauernden Neutralität für die Schweiz, für Europa und die Welt für erforderlich. Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten hat daher im März 1991 eine Studiengruppe verwaltungsexterner und verwaltungsinterner Personen mit einer vertieften Analyse der verschiedenen mit der Neutralität und der Führung unserer Aussenpolitik verbundenen Aspekte beauftragt. Diese Studiengruppe wird ihre Erkenntnisse noch im Verlaufe dieses Jahres dem Bundesrat zur Kenntnis bringen. In der Folge wird der Bundesrat dem Parlament einen Bericht über die Neutralität vorlegen. Darin wird auch auf die Frage eingegangen, welche Auswirkungen auf das IKRK eine allfällige Aenderung oder gar ein Verzicht auf die schweizerische Neutralität hätte.

3. Das IKRK ist heute in über fünfzig Ländern aktiv. Seine Delegationen bestehen aus 900 schweizerischen Delegierten und anderem Personal, 180 Angestellten aus Drittländern und über 5000 lokal rekrutierten Angestellten. Am Hauptsitz in Genf sind knapp 650 Personen, hauptsächlich Schweizer, für die Institution tätig.

Das Budget des IKRK für 1990 betrug rund 460 Millionen Franken, von denen die Eidgenossenschaft 74 Millionen Franken

finanzierte. Die Ausgaben für 1991 werden aufgrund des Konflikts im Mittleren Osten höher ausfallen.

Der Bundesrat beurteilt die Aktivität des IKRK angesichts der weltweiten humanitären Probleme als notwendiger denn je. Sie erfolgt nach seiner Beurteilung in kompetenter und effizienter Weise.

4. Der Bundesrat beabsichtigt keine Aenderung der schweizerischen Aussenpolitik, welche dem IKRK seine humanitäre Tätigkeit verunmöglichen würde. Er ist davon überzeugt, dass die Aufgaben des IKRK – dem in den Genfer Abkommen von 1949 und ihren Zusatzprotokollen von 1977 von der Staatengemeinschaft für den Konfliktfall ein völkerrechtliches Mandat übertragen worden ist und das in Schutz und Hilfe für die Opfer von bewaffneten Konflikten seit bald 130 Jahren über eine weltweit einzigartige Erfahrung verfügt – in absehbarer Zeit von keiner anderen Institution übernommen werden können. Der kürzliche Krieg im Golf hat dies in eindrücklicher Weise bestätigt.

**Präsident:** Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

91.3084

#### **Interpellation Kuhn**

#### **Jerusalem als Hauptstadt Israels. Verlegung der Schweizer Botschaft Jérusalem capitale de l'Etat d'Israël Transfert de l'Ambassade de Suisse**

#### *Wortlaut der Interpellation vom 20. März 1991*

Nach dem Ende des Golfkrieges sucht die Völkergemeinschaft nach einer neuen, beständigen Ordnung für den Nahen Osten.

Zu einer gerechten und dauerhaften Friedenslösung gehört die Anerkennung des Existenzrechtes Israels.

Die Israeli betrachten Jerusalem als ihre Hauptstadt. In dieser Stadt befinden sich daher das Auswärtige Amt, die Knesset und der Sitz des Staatspräsidenten. Auch in der Bibel gibt es viele Hinweise auf die Zugehörigkeit Jerusalems zum Volke Israel.

In diesem Zusammenhang stellen wir dem Bundesrat die folgenden Fragen:

1. Teilt der Bundesrat die Auffassung, dass nach dem Golfkrieg und der damit verbundenen Neuordnung in der Region die Zeit gekommen ist, Jerusalem als Hauptstadt Israels anzuerkennen und deshalb die Schweizer Botschaft von Tel-Aviv nach Jerusalem zu verlegen?

2. Hält der Bundesrat an seiner Antwort auf die Einfache Anfrage von Prof. Dr. Hans Oester, Zürich, vom 16. September 1985 fest, dass er keine Veranlassung sehe, seine Haltung der Jerusalem-Frage gegenüber zu ändern, «da sich die rechtlichen und tatsächlichen Voraussetzungen seit damals nicht geändert haben»?

3. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass sich die «tatsächlichen Voraussetzungen» durch den Ausgang des Golfkrieges und die militärische Zurückhaltung Israels (selbst nach irakischen Raketenangriffen) wesentlich verändert haben?

4. Falls sich der Bundesrat gegen eine Verlegung der Botschaft nach Jerusalem aussprechen sollte, bitten wir um Auskunft, warum in anderen Fällen ohne Vorbehalt Hauptstädte akzeptiert worden sind, die ebenfalls völkerrechtlich umstritten waren, wie zum Beispiel Berlin-Ost als Hauptstadt der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik?

#### *Texte de l'interpellation du 20 mars 1991*

Après la fin de la guerre du Golfe, la communauté internationale cherche à instaurer un nouvel ordre durable au Proche